ÉDUCATION

Baba-Ahmed s'attaque aux «phénomènes» du seuil et des cours particuliers

Si aucune mesure ne vient révolutionner la prochaine rentrée scolaire, le département de Baba-Ahmed a en point de mire deux «phénomènes» : celui des cours particuliers dispensés de manière anarchique et celui du seuil désormais exigé par les élèves de terminale.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Visiblement excédé par l'ampleur que prennent les cours particuliers dispensés de manière anarchique, souvent dans l'enceinte même des établissements scolaires, le ministère de l'Education réfléchit à un mécanisme à même d'empêcher ces pratiques, souvent à la lisière de l'éthique. Baba-Ahmed, qui était hier, l'invité de la Chaîne I de la Radio nationale, a révélé que son département réfléchissait à des mesures «cœrcitives» afin que cesse une pratique qui au fil des années a pris une ampleur phénoménale.

Le ministre de l'Education a saisi l'opportunité de son passage à la radio pour appeler les enseignants à revenir à leur vocation première, à savoir dispenser l'enseignement à tous les apprenants sans distinction. Seul satisfecit du ministre, tous les enseignants n'utilisent pas des moyens détournés pour arrondir leurs fins de mois. Autre chantier auquel compte s'attaquer le ministère de l'Education, celui du seuil exigé par les élèves de terminale. Baba-Ahmed n'hésite pas à parler d'un «phénomène» né de la pression des élèves et des syndicats en raison du non-avancement des programmes dû à leur surcharge. Le ministre n'a pas caché son mécontentement de ce qui a fini par être une tradition qui à l'époque avait le souci de ne pas introduire dans les sujets d'examens des questions sur des cours non dispensés en classe. Que compte faire l'actuel ministre de l'Education ? «J'espère qu'à la longue, on pourra se débarrasser de ce phénomène», s'est-il contenté de dire, hier, sans préciser la manière avec laquelle il compte procéder. Il estime que fixer un seuil prive les élèves de terminale de cours qui pourraient leur être utiles pour leurs cursus, d'ailleurs, dit-il, de l'avis même des professeurs de l'enseignement supérieur, les étudiants de première année souffrent de lacunes importantes.

Pour cette année, le processus a déjà été lancé et le bac 2013 ne différera en rien des précédents. Les candidats auront, comme depuis plusieurs années déjà, le choix entre deux sujets et bénéficieront d'une demi-heure supplémentaire pour chaque épreuve. A la rentrée, certains changements pourraient intervenir au niveau des différents paliers de l'enseignement. Il faudra attendre le mois de juillet pour connaître la teneur de ces modifications. Dans le cadre de la réflexion autour de la réforme, plusieurs pistes ont été abordées : réforme des programmes, formation des enseignants, aménagement des horaires. Un chantier qui, aux dires du ministre, sera confié à des spécialistes aussi bien nationaux qu'étrangers.

N. I.

ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION

Le Cnapest appelle à «une consultation nationale»

Les membres du Cnapest de la wilaya d'Alger, réunis pour discuter de la meilleure manière de tirer profit des œuvres sociales du secteur, ont fait une série de propositions adressées à la présidente de la commission des œuvres sociales de l'éducation d'Alger-Centre. Ils font état de leur souhait de voir supprimer toutes «les dispositions contraires à la loi et qui introduisent des discriminations entre les employés en activité et ceux à la retraite».

Le Cnapest appelle au lancement d'une consultation nationale sur les prestations des œuvres sociales et propose de ne pas recourir au gré à gré dans la conclusion des marchés, de faire jouer la concurrence entre concessionnaires lors de l'achat groupé de véhicules.

Pour «freiner la dilapidation du fonds des œuvres sociales», le Cnapest recommande la construction de structures de santé. Parmi les autres recommandations, la mise en place du prêt logement au profit du conjoint, la possibilité de bénéficier une seconde fois d'un prêt social après son remboursement.

N. I.

COORDINATION DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE

Appel au boycott des examens

La Coordination nationale des enseignants du primaire, sous l'égide du SNTE, menace de boycotter les examens de fin d'année en ne prenant pas part à la surveillance ni aux corrections des épreuves des examens des fins de cycle primaire et moyen. Ces mêmes enseignants menacent de boycotter toutes les tâches administratives relatives au report des notes du troisième trimestre.

Réunie hier en session extraordinaire, ladite coordination dit avoir exploré plusieurs pistes de contestation avant de choisir le boycott pour exiger l'intégration dans l'échelon de base de tous les enseignants en activité depuis janvier 2008, l'intégration systématique des enseignants avec 10 ans d'expérience dans le grade d'enseignant principal et l'adoption d'un système de promotion systématique des enseignants à l'avenir.

N. I.

IL A OUVERT HIER SES PORTES À ALGER

Les jeunes diplômés envahissent le Salon talent et emploi

Le chapiteau dressé depuis hier à l'esplanade de l'hôtel Sofitel, à Alger, regroupant une cinquantaine d'entreprises prestigieuses venues prendre part au salon «Talent et Emploi», a été inondé de jeunes diplômés des différentes universités d'Algérie, à la recherche de profitables perspectives professionnelles. Le Salon de la ressource humaine et du recrutement «talent et emploi», organisé conjointement par le leader algérien du recrutement sur le Net «Emploitic.com» et l'agence en conseil en communication et marketing «RH The Graduate», a ouvert hier ses portes à l'hotel Sofitel à Alger et se poursuit jusqu'à aujourd'hui en fin d'après-midi. Pour la troisième année consécutive, ce salon de recrutement mettant directement en lien une jeune ressource humaine avec des créateurs de postes d'emploi dans différents secteurs confondus, revient dans sa 7e édition Centre, avec davantage de partenaires, en l'occurrence de prestigieuses entreprises nationales et internationales. Parmi ces entreprises dont le nombre a été pratiquement doublé en l'espace de deux ans, ont été présentes, Djezzy, Toyota, SNC Lavalin, ABC Bank, Gulf Bank Algeria, Bel, Lafarge, IVPP, Aigle Azur, Fransabank, Kou.G.C, Icosnet, Société Générale, Spa Elsecom, General Electric, USTHB, Frico, LSC London, Glaxo SmithKline, Aures Aviation… Interrogée sur les lieux, Asma une jeune diplômée en management s'exprime sur sa petite expérience : «J'ai eu ma licence il y a à peine une année, et c'est pour la première fois que je participe à un salon de l'emploi pour tenter ma chance. Etant très branchée sur Internet et les réseaux sociaux, j'ai pu apprendre par le biais de quelques amis, l'organisation de cet événement. J'ai déposé mon CV au niveau de quelques entreprises qui me semblent intéressantes et je suis impatiente d'avoir une réponse favorable». Enfin, il est à signaler que le même salon sera organisé pour son édition Ouest, les 21 et 22 septembre à Oran et les 7 et 8 décembre pour son édition Est à Constantine.

Mehdi Mehenni

MOURAD PREURE EXPERT EN STRATÉGIE ÉCONOMIQUE :

«La production nationale ne doit pas être marginalisée»

La production nationale ne doit pas être marginalisée, se sont accordés à dire hier les spécialistes, lors d'une conférence organisée par l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La protection de la production nationale est tributaire de plusieurs intervenants, ont expliqué hier les conférenciers. Ils ont ainsi mis l'accent sur la menace que subit cette production minée par des importations massives mais aussi par son développement qui ne répond pas souvent aux besoins importants des consommateurs. Pour sa part, Mourad Preure, expert en stratégie économique et consultant, toutes les parties doivent participer à la production nationale, mais «avons-nous une production nationale ?», s'est-il interrogé. Il évoquera aussi que les importations ont augmenté de 19% lors du premier trimestre de l'année en cours. «Ce que nous exportons aussi, nous sommes en train de le voler aux générations futures. L'Algérie devient un pays sans usines et s'oriente vers des importations à grande échelle», a-t-il commenté. Il notera plus loin que les producteurs nationaux doivent aussi convaincre en vue de dominer le marché.

«La croissance doit être le moteur de l'économie algérienne dominée actuellement par les hydrocarbures. Nous sommes ainsi extrêmement exposés et les 200 milliards de dollars de réserves de change ne sont pas une protection», a déclaré le spécialiste.

Aussi, pour ce dernier, un élan doit être donné à la production nationale qui selon lui «ne doit pas être marginalisée». Ahmed Mellah, expert en production agricole, fera lui un constat peu reluisant de la production agricole, mettant l'accent sur la dégradation, notamment de certaines espèces et graines qui ne bénéficient pas de la protection nécessaire. Cette situation a-t-il expliqué fragilise la production et réduit les capacités de cette dernière. Il citera ainsi l'enveloppe de dix milliards de dollars de facture d'importations de produits alimentaires, et deux milliards de dollars pour l'importation de poudre de lait. Ceci, pour un besoin de 3,6 millions de litres de lait par an. «Nous parlons de sécurité alimentaire, alors que les graines, nous les importons à raison de 90%. Il faut de toute urgence diminuer cette quantité. Pourtant nous avons des chercheurs capables de développer ces graines», a souligné l'expert. Mourad Preure dira en outre que certaines espèces comme Deglet Nour et le miel algérien doivent être protégées.

F.-Z. B.

PROJET DE LOGEMENTS PROMOTIONNELS PUBLICS

Une rencontre Habitat-Premier ministère attendue prochainement

Une rencontre entre le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et le Premier ministre est attendue prochainement dans le cadre du projet de réalisation de logements promotionnels publics.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le ministre de l'Habitat, qui a inauguré, hier, au Palais des expositions (Pins maritimes), à Alger, la 16e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2013).

Selon Abdelmadjid Tebboune, s'exprimant à l'issue de la visite de plusieurs stands nationaux et étrangers, une rencontre est prévue d'ici une dizaine de jours avec le Premier ministre. Il s'agira, certainement, de bien finaliser ce projet, assurer la réunion des conditions logistiques idoines et permettre le bon déroulement des opérations de souscription à cette formule spécifique d'accès au logement.

Et cela dans le contexte où le département d'Abdelmadjid Tebboune s'est engagé dans une dynamique d'accélération des programmes de réalisation des logements, toutes formules confondues, de diversification des formules d'accès, développement du partenariat étranger et consolidation de l'attractivité du marché algérien. Une attractivité avérée au regard de la forte présence étrangère, notamment turque, italienne, espagnole et chinoise, à cette seizième édition du Batimatec qui se poursuivra jusqu'au 8 du mois, sous l'égide de la société Batimatec Expo et de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX) et sur une surface d'exposition de 44 000 ha.

Notons, en effet, qu'outre 504 exposants nationaux, 544 sociétés étrangères, représentatives de 25 pays, participent au Batimatec 2013 et que plusieurs demandes étrangères n'ont pu être satisfaites faute d'espace disponible, selon le P-dg de Batimatec Expo, Sadok Stiti.

Un organisateur satisfait, au demeurant, de l'engouement étranger à ce salon et soucieux de booster le développement industriel, le transfert technologique et la formation innovante dans les métiers de la construction. Et un engouement étranger que le ministre de l'Habitat a également constaté. Un signe, selon M. Tebboune, de l'attractivité du marché algérien du BTPH. Un marché «intégré», de plus en plus «attractif» et ouvert à davantage de partenariat, relève le ministre de l'Habitat qui a rappelé la création de plusieurs sociétés mixtes pour la réalisation du programme de développement infrastructurel. Notons, également, que le ministre de l'Habitat, qui a visité les stands du groupe public algérien des industries du ciment GICA et de la compagnie française Lafarge Algérie, s'est montré confiant sur la disponibilité du ciment à court terme.

Comme il s'est montré optimiste quant à la résorption à terme du déficit en ciment, évalué récemment à 3 millions de tonnes pour une demande de l'ordre de 21 millions de tonnes et une offre avoisinant les 18 millions de tonnes. Ainsi, le marché algérien devrait parvenir à l'autosuffisance à l'horizon 2015, a laissé entendre M. Tebboune dans la mesure où un vaste programme de modernisation et de développement des cimenteries publiques mais aussi privées a été déjà impulsé et marqué par le lancement de plusieurs partenariats publics-privés.

C. B.

LOCATION-VENTE

L'actualisation des dossiers finalisée à la mi-juin

L'actualisation des dossiers de souscripteurs 2001 et 2002 à la formule location-vente doit être finalisée impérativement avant la mi-juin 2013. C'est ce que le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Elias Benidir, a indiqué, hier, en marge de l'inauguration officielle du 16e Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2013). Selon le Dg de l'AADL, cette opération d'actualisation, lancée depuis quelques mois, doit être finalisée à cette échéance pour permettre aux souscripteurs régularisés de procéder au paiement mais aussi pour pouvoir lancer de nouvelles opérations de souscription. En ce sens, Elias Benidir a indiqué que les souscripteurs 2001 et 2002 dont les dossiers ont été déjà actualisés et approuvés vont commencer dès aujourd'hui à payer la première tranche de 10% du prix de leurs logements. A charge cependant que les souscripteurs convoqués par l'AADL se conforment aux dates fixées par l'agence qui œuvre à assurer un traitement optimisé des dossiers. A ce propos, l'on indique que près de 30 à 35% des convoqués ne se présentent pas à leurs rendez-vous. Mais aussi dans la mesure où l'AADL entend informer davantage l'ensemble des soucripteurs à cette formule, tant ceux des tranches 2001 et 2002 que ceux dont les demandes ont été reportées dans le cadre de projets futurs et qui n'ont pas encore été convoqués. A ce titre, l'AADL devrait informer prochainement ces derniers pour procéder rapidement à la régularisation de leur situation. D'autre part, Elias Benidir a indiqué que sur plus de 32 000 dossiers de souscripteurs actualisés, plus de 20 000 sont passés par le fichier national du logement. Ainsi, 1 200 souscripteurs ont été automatiquement «exclus» et passibles de poursuites judiciaires, selon le Dg de l'AADL, certains pour avoir falsifié leurs dossiers et d'autres pour avoir déjà bénéficié d'une aide financière de l'Etat pour l'acquisition ou la construction d'un logement ou possédant déjà un bien à usage d'habitation ou un terrain à bâtir.

C. B.